



**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 31 octobre 2018**  
(Convocation du 19 octobre 2018)

Aujourd'hui, le trente-et-un octobre deux mille dix-huit à 16 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Dominique DEGOS et Céline SALLES  
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Christiane AUTIGEON  
Messieurs Gérard CASTET et Bernard POUBLAN

Madame Christiane AUTIGEON a donné pouvoir à Monsieur Paul CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Foncier / Ressource - Réservoir du Gabas : régularisation de propriétés sur Lourenties**

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre du dossier foncier relatif aux propriétés « BRITIS », la CACG a acquis, pour le compte de l'Institution Adour, la parcelle ZA 36 sur la commune de Lourenties.

Le coût de l'achat de cette parcelle figure dans le décompte général définitif de la construction du réservoir du Gabas pour 17 383 € mais n'a jamais fait l'objet d'un transfert de propriété à l'Institution Adour.

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver le transfert de propriété à l'Institution Adour de la parcelle cadastrée ZA 36 sise sur la commune de Lourenties,
- De prendre en charge les frais d'actes et les taxes liées à cette régularisation,
- D'autoriser le Président à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente décision.

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 15/11/2018

Reçu en préfecture le 15/11/2018



ID : 040-254002264-20181031-B34\_2018-DE

Fait et délibéré le 31 octobre 2018 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADONIS  
38 rue de la République  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*